

cipal c'est de rectifier la grave situation de chômage ou de combattre l'inflation? Le budget ne le dit pas.

Du budget, on ne peut dégager un plan ou un programme défini pour la mise à exécution des politiques gouvernementales. On a l'impression que le gouvernement se propose de servir d'arbitre dans l'arène économique canadienne. Quand les lutteurs tomberont hors de l'enceinte, l'arbitre les relèvera, les ramènera dans l'enceinte et leur dira de recommencer. Je voudrais citer un passage des points saillants du budget:

La plupart des indices économiques révèlent une amélioration des tendances de l'économie. L'emploi est à la hausse, le chômage semble être à la baisse...

L'emploi semble seulement être à la baisse. Je continue à citer:

...et la croissance de la production de biens et de services a repris.

On y signale qu'il y a eu un temps d'arrêt. Rien n'est survenu. Les Canadiens le savent bien. On l'a maintenant consigné au compte rendu. Je me souviens de cette vieille rengaine où l'on nous disait que le moment critique était presque passé. Le gouvernement aurait pu la reprendre au lieu d'en inventer une nouvelle.

Selon les données les plus récentes, le haut niveau des exportations, établi au début de 1970, se maintient.

L'évolution des prix au Canada se compare très favorablement à celle de toutes les autres grandes nations commerciales du monde occidental.

Comme l'a signalé un député qui m'a précédé, le Canada, pour ce qui est du niveau de vie, est tombé à la quatrième place parmi les nations occidentales. On ne s'engage pas, dans ce document, à assurer le plein emploi. On ne garantit pas aux Canadiens qu'ils ne perdront pas leur emploi, qu'ils ne deviendront pas chômeurs. On ne s'engage pas non plus à faire un usage optimum des ressources des Canadiens. Certains députés ont mentionné des chiffres énormes. Celui qui m'a précédé a parlé de milliards. Peut-être nous dira-t-on un jour combien le pays a perdu, sous forme de productivité, par suite du nombre élevé de chômeurs depuis un an. Je me demande ce que ce montant représenterait en termes de maisons, de ponts et de routes qui auraient pu être construits et dont les Canadiens bénéficieraient.

Il y a abondance de statistiques dans ce que nous entendons et ce que nous lisons, mais il est impossible de se faire une idée juste de la situation à moins de parler aux intéressés. Un écriteau fixé à une très bonne maison de Saskatoon annonce qu'elle est à vendre. Pourquoi? Le propriétaire, un architecte, est forcé de quitter Saskatoon à cause du peu de débouchés dans sa profession. Il lui a fallu aller chercher un emploi ailleurs pour faire vivre sa famille. Un employé d'hôtel que je connais m'a appris que sa sœur avait été congédiée d'un salon de beauté parce qu'il n'y avait pas assez de travail pour elle. Le propriétaire de l'établissement lui a simplement dit qu'il n'avait plus besoin de ses services. Il s'agit de personnes, pas de statistiques. Voilà comment notre économie fonctionne. On dit aux cultivateurs de ne plus faire produire leurs terres. Les représentants de commerce en vêtements et autres articles auprès des détaillants et autres marchands à Saskatoon ne reçoivent pas de commandes aussi grosses qu'auparavant. Dans le quartier des grossistes,

beaucoup d'immeubles sont à louer. Cela donne une idée de ce qui arrive à l'économie.

Les Canadiens espéraient que le budget leur proposerait une politique économique. Ils ont plutôt l'impression désagréable et peu confortable que le chômage se maintiendra à la hausse cet hiver. Rien n'indique clairement ce qui surviendra l'été prochain. Les taux d'intérêt demeurent élevés et les investisseurs sont découragés. Tous les secteurs de l'économie s'en ressentent. Ces répercussions s'exercent dans le domaine économique où j'ai toujours gagné ma vie. Elles atteignent les cultivateurs qui aimeraient investir dans des machines, des terrains à fourrages ou dans diverses entreprises agricoles. Le gouvernement propose des prêts pour augmenter les capitaux. Où tout cela va-t-il aboutir?

Celui qui m'a précédé a parlé du besoin d'investissements étrangers. Il y a division au pays sur cette question. Il a naturellement droit à son opinion. Nous en sommes arrivés au point où nous achetons les investissements étrangers. Les investisseurs d'autres pays sont payés pour s'installer dans certaines régions au Canada. Je vais citer un exemple qui montre le ridicule d'une telle situation. A Saskatoon, les gens de la localité avaient construit eux-mêmes une raffinerie. Elle fut achetée par la British American Oil qui la revendit à la Gulf Oil et aujourd'hui elle ferme ses portes. Des employés bien payés de cette raffinerie sont forcés de quitter la ville. Ils vont en Alberta, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse. Voilà pourtant une industrie que nous avions établie nous-mêmes, une industrie qui s'est avérée rentable même à l'époque où il n'y avait qu'une petite station-service et l'argent qui a servi à la mettre sur pied avait été gagné à Saskatoon et dans la région des Prairies qu'elle desservait. L'usine n'existera bientôt plus et nous essayons actuellement de persuader des industries moins importantes de venir s'installer à Saskatoon.

• (9.20 p.m.)

Dans d'autres régions, on accorde 6 millions de subventions à une société étrangère. Savez-vous comment cela finira, monsieur l'Orateur? Il y a peu de temps, alors que j'organisais une campagne politique dans une zone rurale, j'ai demandé à un homme ce qu'il faisait. «Jusqu'au printemps dernier, j'étais cultivateur» m'a-t-il répondu. Je lui ai demandé pourquoi il avait abandonné la terre et il m'a répondu que sa ferme avait été vendue. C'était un jeune homme; il m'a expliqué qu'il avait loué une demi-concession. Il m'a invité à venir la voir; c'était l'une des plus belles exploitations de la région. Il en était très fier. Il me la fit visiter. Il m'a dit «J'ai planté ces arbres. C'est une jolie bâtisse. Je n'ai jamais laissé la peinture s'écail-ler.» «Pourquoi l'avez-vous quittée?» lui demandai-je, et il me répondit: «La propriétaire a décidé de la vendre à son neveu.»

Voilà où le pays se dirige. Après avoir travaillé la terre, planté des arbres, amélioré les bâtisses et créé une belle ferme, on nous remerciera et l'on vendra la ferme à quelqu'un d'autre. Il est temps que nous cessions de rêver et que nous nous décidions. On a fait état des sommes énormes qui seront mises à la disposition du Québec. Je ne m'inquiète pas du montant versé au Québec, et je viens de l'Ouest. Ce qui me préoccupe, c'est que le Canada devienne un pays vivant, un pays économiquement viable, qui appartienne aux Canadiens. Tout gou-